

FORUM

André Desmarais > Président du conseil d'administration **LA PRESSE**
 Guy Crevier > Président et éditeur
 Philippe Cantin > Vice-président à l'information et éditeur adjoint
 Éric Trotter > Directeur de l'information André Pratte > Éditorialiste en chef

ÉDITORIAUX

Où est le problème ?



apratte@lapresse.ca
 ANDRÉ PRATTE

Le premier ministre Jean Charest réclame à Ottawa la « maîtrise d'œuvre » des programmes fédéraux en matière de culture et de communications. Ce faisant, M. Charest remet sur la table une vieille revendication du gouvernement québécois, la « souveraineté culturelle », dont Robert Bourassa avait fait le thème de sa campagne électorale en 1973.

Dès qu'il est question de rapatrier des pouvoirs à Québec, les

M. Charest réclame la souveraineté culturelle. Pour régler quel problème ?

Québécois applaudissent. De plus, il semble tomber sous le sens que les questions culturelles soient sous la responsabilité du gouvernement québécois. Toutefois, avant de se lancer dans cette nouvelle quête nationale, il serait bon de se demander quel problème on cherche à régler exactement. Est-il démontré que la culture et les artistes québécois sont mal servis par les institutions fédérales? C'est plutôt le contraire qui est vrai. Des institutions comme Radio-Canada, l'Office national du film et le Conseil des arts ont donné aux Québécois des lieux et des ressources qui ont beaucoup contribué au développement de notre culture. En outre, le Québec reçoit depuis toujours largement plus que sa part des fonds que le fédéral investit dans ce domaine.

On dira que les compressions de 45 millions annoncées récemment par le gouvernement Harper justifient le rapatriement de cette compétence au Québec. Cet argument suppose que le gouvernement provincial serait nécessairement

plus généreux que le fédéral dans le financement de la culture. Or, Québec ne s'est pas privé de réduire les budgets de son ministère de la Culture dans le passé. Et depuis nombre d'années, le gouvernement du Québec consacre davantage d'argent au ministère de l'Agriculture qu'à celui de la Culture...

Le gouvernement Charest voudrait être représenté au CRTC. Là encore, quel est le problème qu'on veut régler? Il y a toujours des Québécois au Conseil. Pourquoi des personnes nommées par le gouvernement québécois seraient-elles nécessairement plus compétentes et plus sensibles à notre culture que celles qui sont choisies par Ottawa?

La fermeture du service des nouvelles de TQS a été évoquée par certains comme démontrant la nécessité que le Québec ait compétence dans le domaine de la télévision. En quoi, dans le cas de TQS, les données du problème auraient-elles été modifiées par un CRTC québécois? Les investisseurs se seraient précipités pour sauver l'information au Mouton noir? Les sempiternelles difficultés de Télé-Québec démontrent que la contribution du gouvernement du Québec n'est pas gage de succès.

Si les Québécois souhaitent que la fédération canadienne fonctionne bien, ils n'ont pas intérêt à se retirer, comme par habitude, de toutes les institutions fédérales. Au contraire, ils doivent être présents dans ces institutions pour avoir sur elles une influence et pour s'assurer qu'Ottawa continue de tenir compte de nos intérêts particuliers.

Faire chambre à part devrait être la dernière option, choisie lorsque les organismes fédéraux ne prennent pas en considération les particularités du Québec et se révèlent irrémédiables. Ce n'est certainement pas le cas des institutions fédérales qui s'occupent des questions culturelles.

La souveraineté culturelle que réclame M. Charest sera sans doute populaire. Ça ne veut pas dire qu'elle est nécessaire, ou même souhaitable.

L'enfer est pavé de bitume



akrol@lapresse.ca
 ARIANE KROL

Jules César avait interdit aux chariots d'entrer dans Rome avant 15h dans l'espoir d'alléger la circulation. Dans le New York de 1867, quatre piétons par semaine mouraient sous les sabots d'un cheval. Mais lorsque la bicyclette a commencé à devenir populaire à la fin du XIX^e siècle, plusieurs villes ont tenté de l'interdire, sous prétexte qu'elle causait des accidents et terrorisait les chevaux.

Les bouchons et les difficultés de partager la route ne datent



pas d'hier, comprend-on en lisant *Traffic*, un essai captivant du journaliste américain Tom Vanderbilt. Extrêmement fouillé, l'ouvrage regorge d'anecdotes sur la circulation dans le monde et à travers les âges. Mais c'est sur les questions de sécurité qu'il se révèle le plus intéressant.

Dans la nuit du 2 au 3 septembre 1967, la Suède a imposé, littéralement, un virage à 180° aux automobilistes. Ceux qui avaient toujours circulé à gauche ont dû adopter la conduite à droite. Résultat? Le nombre d'accidents a diminué à un point tel qu'il a fallu un an avant qu'il remonte à ce qu'il était avant le changement. « Sous l'impression que les routes étaient moins sûres, les conducteurs suédois se sont montrés plus prudents », explique l'auteur de *Traffic*.

Ce constat revient comme un leitmotiv: les aménagements qui paraissent sûrs sont souvent les plus risqués. Il peut être rassurant, lorsqu'on emprunte une petite

route la nuit, d'apercevoir des panneaux réfléchissants dans les courbes. En Finlande, toutefois, on a constaté qu'ajouter de tels réflecteurs fait augmenter la vitesse... et le nombre d'accidents.

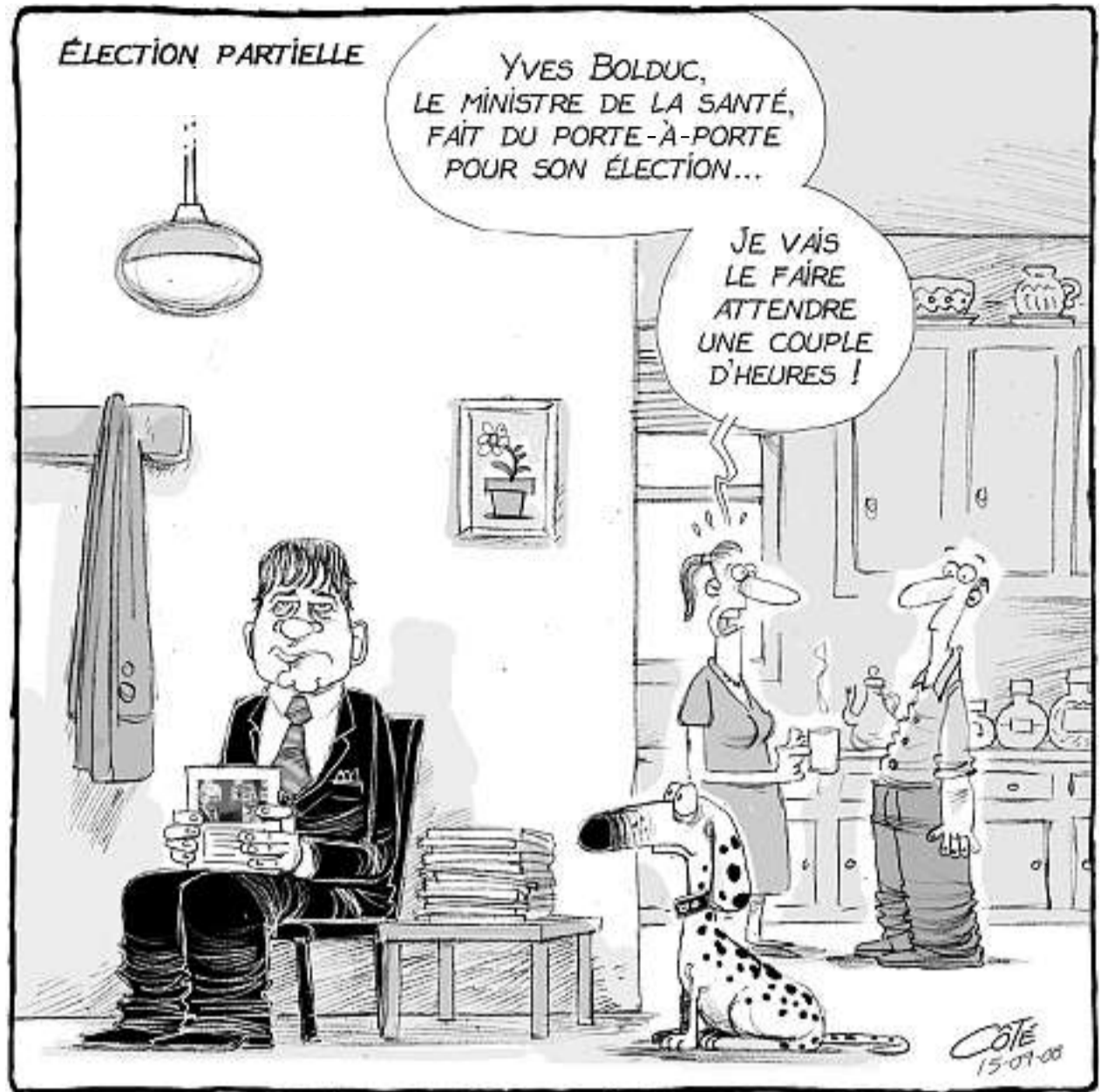
Ce faux sentiment de sécurité met aussi en péril les autres usagers de la route. Les conducteurs apprécient les intersections larges où les virages sont faciles. Sauf qu'elles les incitent, à leur insu, à aller plus vite. Très dangereux pour les piétons.

Des simulations en laboratoire ont démontré que les conducteurs réagissent de façon plus prudente lorsqu'ils ignorent les intentions d'un cycliste que lorsque celui-ci fait un signal clair avec son bras. Et sur la route, ils le frôlent de plus près lorsqu'il porte un casque. Autrement dit, lorsqu'un cycliste adopte des comportements responsables, l'automobiliste fait moins attention à lui. Pas très rassurant.

En fin de compte, la majorité des problèmes de circulation peuvent se résumer en une équation très simple. Puisque chacun des usagers agit, la plupart du temps, en fonction de ses intérêts propres, il ne faut pas s'étonner que l'ensemble qui en résulte, le trafic, soit souvent hasardeux et inefficace. Ralentir sur l'autoroute pour regarder un accident est une manie détestable qui réduit le débit d'environ 13% et cause de nombreux accrochages. Et pourtant, combien de conducteurs résistent à cette curiosité malsaine?

Les gens, affirme Tom Vanderbilt, conduisent comme des idiots. Mais comme il le démontre de maintes façons, la complexité de la circulation et les aménagements mal pensés y contribuent pour beaucoup.

POUR RÉAGIR OU EN SAVOIR PLUS visitez le blogue de l'édito: blogues.cyberpresse.ca/edito



André-Philippe Côté, apcote@lesoleil.com

DROITS RÉSERVÉS

CONJONCTURE

Les BRIC attaquent !

Brésil, Russie, Inde et Chine sont devenus les véritables foyers de la croissance mondiale

FRANÇOISE LEMOINE



L'auteure est économiste principale au Centre d'études prospectives et d'informations internationales à Paris.

En 2008 le contraste s'accroît entre la faiblesse de l'activité dans les économies développées et le dynamisme des économies émergentes. Parmi celles-ci, le Brésil, la Russie, l'Inde, la Chine (les BRIC) occupent une place majeure: avec une croissance de 8,5% par an en moyenne depuis 2002, contre 2,9% aux États-Unis et 2,1% dans l'Union européenne, ils ont contribué à environ un quart de l'augmentation du PIB mondial entre 2002 et 2007.

Le ralentissement économique récent aux États-Unis et en Europe a jusqu'ici relativement peu affecté les économies émergentes, en raison de la vitalité de leur demande intérieure et des complémentarités qu'elles ont entre elles, qui ont créé une dynamique d'échanges qui a soutenu leur croissance.

Ainsi, les besoins d'importation de la Chine et de l'Inde ont contribué à la hausse des cours des hydrocarbures et des matières premières qui a bénéficié à la Russie, mais aussi aux pays d'Amérique du Sud, notamment au Brésil. Ces grands exportateurs de produits primaires ont constitué des marchés en expansion pour les industries des autres pays émergents. En 2007 et 2008, la Chine a en grande partie compensé le ralentissement de ses ventes aux États-Unis par l'essor de ses ventes à l'Afrique, l'Amérique latine, la Russie.

Conjoncture mondiale

À court terme, les grandes économies émergentes restent vulnérables à la conjoncture mondiale. Leur dépendance à l'égard des marchés occidentaux reste forte: en moyenne 60% de leurs exportations de biens vont vers la Triade (États-Unis, Union européenne, Japon). Dans le cas de l'Inde, c'est le dynamisme des exportations de services informatiques qui est menacé par la détérioration de conjoncture aux États-Unis. En outre, les BRIC voient leur compétitivité menacée par la hausse des coûts de l'énergie et des



PHOTO KEVIN LEE, ARCHIVES BLOOMBERG NEWS

Le ralentissement économique récent aux États-Unis et en Europe a jusqu'ici relativement peu nui aux économies émergentes. La Chine, notamment, a en grande partie compensé le ralentissement de ses ventes aux États-Unis par l'essor de ses ventes à l'Afrique, l'Amérique latine et la Russie.

transports, l'inflation interne et l'appréciation de leurs monnaies. Le ralentissement prévu de leur croissance en 2008 et 2009 est modéré et ne remet pas en cause leur trajectoire de rattrapage.

Les quatre grands émergents (2,8 milliards d'habitants) ont encore un faible niveau de revenu par tête et leur demande intérieure est loin d'égaliser celles des super-puissances économiques. En 2007, les États-Unis et l'Union européenne (800 millions d'habitants) pesent quatre fois plus lourd dans le PIB mondial que les BRIC. Ces derniers sont donc encore des marchés relativement étroits pour les pays de l'Union européenne

(6% des exportations totales) ou les États-Unis (10%).

Mais les pays avancés perdent du terrain sur ces marchés en rapide expansion, dénotant la difficulté de leurs entreprises à s'adapter à une demande différente de celles de leurs marchés traditionnels dans les pays avancés. Le poids de la Triade dans les importations industrielles des BRIC est passé de 60% à 50% entre 1995 à 2006. Répondre à la demande de biens et services qui émerge dans ces nouveaux foyers de croissance est crucial si l'on veut éviter que le « découplage » de la croissance entre les économies émergentes et les économies avancées ne joue encore plus au détriment de ces dernières.